

AQUI SOCIAL

LA SEMAINE SOCIALE EN NOUVELLE-AQUITAINE



VOTRE REVUE DE PRESSE
DU 8 AU 14 NOVEMBRE 2025

NUMÉRO 7

LA CFDT ALERTE SUR
DE POSSIBLES CAS
D'EUTHANASIE À BRIVE

À BERGERAC, LES PROS
DE L'HABITAT SE SENTENT
EN FORME

L'INDUSTRIE RALENТИT
MAIS RECRUTE ENCORE

LA CDC MISE 50 K€
SUR UN COULOIR
DE DRONES DE LIVRAISON

LIDL MET EN STANDBY SON
PROJET DE PLATEFORME
AUX 300 EMPLOIS

LA CRISE S'AGGRAVE CHEZ LES VITICULTEURS

La filière viticole ne va pas mieux cette semaine. En **Charente**, les ventes de cognac s'effondrent : -38 % en quatre mois, selon le BNIC. Son président juge la situation « extrêmement préoccupante », en raison notamment des droits de douane américains relevés à 15 %. La filière, 70 000 emplois, redoute de nouveaux arrachages et des licenciements. En **Gironde**, les professionnels réclament justement un nouveau plan d'arrachage européen : 7 000 ha pourraient s'ajouter aux 12 000 déjà supprimés en deux ans. Ils ont obtenu de la ministre de l'Agriculture des soutiens supplémentaires, dont 10 millions d'euros d'aides. Dans les **Pyrénées-Atlantiques**, les viticulteurs réunis à Monein alertent sur une situation « très sombre », marquée par la baisse de la consommation, les difficultés à l'export et les contraintes environnementales. La FDSEA juge les 5 millions annoncés par l'État insuffisants.

(SOURCES : Charente Libre, 10/11/2025, p. 17 ; Sud Ouest Bordeaux Agglo, 11/11/2025, p. 10-11 ; La République des Pyrénées, 13/11/2025, p. 5.)

VOTRE ANNONCE ICI
Contact & devis

PUB@AQUISOCIAL.FR



REVENDICATIONS

LANDES

L'OPPOSITION MUNICIPALE AU SOUTIEN DES EX SALARIÉS DU CAMPING D'ONDRES

Le conseil municipal d'Ondres (Landes), réuni jeudi 6 novembre a validé, malgré l'opposition de sept élus minoritaires, le recours à une délégation de service public pour gérer le restaurant, le bar et l'épicerie du camping municipal à partir de 2026.

Rebaptisé « Landaé », l'équipement est désormais exploité en régie autonome depuis la fin du contrat de concession avec la SARL Dauga Frères, le 31 octobre dernier.

L'opposition Vivr'Ondres a dénoncé une « gestion calamiteuse » et le « reniement » d'engagements pris envers les salariés, tandis que la majorité a défendu une décision « responsable » et conforme au droit. On sait que dix des douze salariés privés d'emploi après la reprise ont saisi la justice.

SOURCE

Sud Ouest Béarn & Soule,
10/11/2025, p. 22

CHARENTE

LE CENTRE DE MÉDECINE NUCLÉAIRE REDOUTE LUI AUSSI LA LOI DE FINANCES

Dans le sillon des radiologues, le centre de médecine nucléaire du centre hospitalier d'Angoulême alerte sur les baisses tarifaires prévues dans le projet de loi de financement de la Sécurité sociale 2026.

Selon la cheffe du service de scintigraphie, ces coupes risquent d'entraîner une « perte de chances » pour les patients, en réduisant l'accès aux soins et la qualité des diagnostics, notamment pour les cancers. Déjà confrontée à des coûts élevés et à un forfait technique insuffisant, la spécialité redoute de devoir limiter des examens, comme ceux liés au TEP Scan.

SOURCE

Charente Libre,
10/11/2025, p. 4



IL SUFFIT D'UN SCAN
POUR ALLER SUR
WWW.AQUISOCIAL.FR

EN RÉGION

LES RADILOGUES EN GRÈVE CONTRE LA NOUVELLE GRILLE TARIFAIRES

Les radiologues étaient en grève lundi à l'appel de la FNMR, pour dénoncer la nouvelle grille tarifaire de l'Assurance maladie prévue dans le projet de loi de financement de la Sécurité sociale. Elle entraîne une baisse de 12,5 % des actes remboursables d'ici 2026, soit environ 300 millions d'euros d'économies. Les praticiens jugent la mesure extrême et redoutent un frein à l'investissement dans les équipements, notamment en zones rurales. L'Assurance maladie assure, elle, que le secteur restera très rentable. Le mouvement est notamment relayé en Gironde (80 % des cabinets devraient garder le rideau baissé), dans les Deux-Sèvres (les 100 salariés du centre de radiologie RadioNiort ne travailleront pas), et soutenu en Charente symboliquement.

SOURCES

Sud Ouest Bordeaux Agglo, 10/11/2025, p. 14
La Nouvelle République, édition des Deux-Sèvres,
10/11/2025, en ligne.

DEUX-SÈVRES

MALAISE CHEZ EUROVIA À NIORT APRÈS LE LICENCIEMENT D'UN ÉLU DU CSE

Mercredi, plusieurs salariés d'Eurovia Niort ont cessé le travail à l'appel de la CGT pour dénoncer le licenciement d'un conducteur d'engin, élu au CSE, après une altercation avec son chef de chantier survenue en juillet à Avon. Le syndicat dénonce un « comportement toxique » de ce supérieur et une sanction jugée inéquitable, celui-ci n'ayant écopé que de trois jours de mise à pied. La CGT demande la réintégration du salarié licencié. Une rencontre avec la direction régionale Limousin Poitou-Charentes n'a pas permis de débloquer la situation.

SOURCE

La Nouvelle République, édition des Deux-Sèvres,
12/11/2025, en ligne.



Varions les sources

**Envoyez-nous
vos communiqués**

info@aquisocial.fr

REVENDICATIONS

EN RÉGION

LES POLICIERS ÉPUISÉS RÉCLAMENT LES MOYENS DE MENER LEURS INVESTIGATIONS

Débordés et épuisés, des enquêteurs de la police alertent sur une crise profonde dans les commissariats de la région, à l'image de la situation nationale. Selon plusieurs agents du commissariat de Bayonne, la filière investigation croule sous les dossiers : jusqu'à 140 affaires par officier au Pays basque et près de 250 pour les groupes préliminaires en Charente-Maritime. Manque d'effectifs, outils numériques défaillants et fatigue chronique alimentent une perte de sens. Le syndicat Alliance, qui chiffre à 82 % les agents insatisfaits, réclame un plan d'urgence au ministère de l'Intérieur.

SOURCE

Sud Ouest toutes éditions,
14/11/2025, p. 4

GIRONDE

LES SYNDICATS VENT DEBOUT CONTRE LE PLAN D'ÉCONOMIES DU CHU DE BORDEAUX

Une vingtaine de soignants du CHU de Bordeaux ont manifesté hier devant l'Agence régionale de santé contre le plan de retour à l'équilibre de l'établissement. Le projet prévoit 30 millions d'euros d'économies sur deux ans, dont 10 millions sur le personnel. Les syndicats dénoncent des effectifs insuffisants et des heures supplémentaires moins rémunérées. Le centre hospitalier affirme que ce plan est nécessaire pour financer son projet de « Nouveau CHU ».

SOURCE

Sud Ouest Bordeaux Agglo,
14/11/2025, p. 12

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

UN COLLECTIF AU SOUTIEN DES MÉDECINS ACCUSÉS DE PRESCRIRE TROP D'ARRÊTS

Le collectif de médecins COMELI 64 se mobilise pour soutenir deux praticiennes convoquées par la caisse primaire d'assurance maladie de Bayonne, accusées d'avoir prescrit trop d'arrêts de travail.

Un médecin porte-parole du collectif, estime au micro d'Ici Pays Basque que les contrôles reposent sur « des procédures purement statistiques » ne tenant pas compte des réalités de chaque patientèle. Il pense que l'augmentation des arrêts s'explique aussi par un contexte social dégradé : hausse du Smic, recul de l'âge de départ à la retraite et usure accrue des salariés.

SOURCE

Ici Pays Basque,
14/11/2025, en ligne.

CHARENTE

CORINNE COUVIDAT ÉLUÉ PATRONNE DU SYNDICAT DÉPARTEMENTAL FO

Vendredi 7 novembre, plus de 300 personnes ont assisté à l'élection des nouvelles instances de l'union départementale FO de la Charente. Corinne Couvidat, 54 ans, infirmière à l'Ehpad Les Habrioux d'Aigre, devient secrétaire départementale. Aux côtés du patron national Frédéric Souillot, elle a annoncé vouloir agir « sur tous les fronts », du pouvoir d'achat au désert médical. FO compte environ 1 500 adhérents en Charente. La nouvelle équipe est élue pour quatre ans.

SOURCE

Charente Libre,
08/11/2025, p. 4



AVOCATS

Spécialistes du droit du travail?

FAITES LE SAVOIR ICI

PUB@AQUISOCIAL.FR



DROIT DU TRAVAIL

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

L'OUVRIER ENCORNÉ L'A-T-IL ÉTÉ PAR FAUTE DE SON PATRON ? RÉPONSE EN MAI 2026

Hier jeudi, le tribunal correctionnel de Pau a renvoyé pour la troisième fois, au 28 mai 2026, le procès visant une société de transport de bétail et son ancien dirigeant après l'encornement d'un ouvrier agricole, grièvement blessé le 12 avril 2022 à Coublucq (Pyrénées-Atlantiques). L'erreur de qualification dans la citation du dirigeant (qui devait répondre d'une violation délibérée d'une règle de sécurité, et non d'une simple faute) impose un nouveau délai. La victime avait subi quatre mois d'ITT, dont deux mois de coma.

SOURCE

La République des Pyrénées, 14/11/2025, p. 4

POUR LA COUR D'APPEL, LA DÉPUTÉE EUROPÉENNE N'A PAS RECOURU AU TRAVAIL DISSIMULÉ

La cour d'appel de Pau a confirmé hier le jugement prud'homal du 4 septembre dernier, rejetant les accusations de travail dissimulé et de licenciement abusif formulées par l'ancien assistant parlementaire de la députée européenne Laurence Farreng.

La cour a en revanche annulé une partie des indemnités qui lui étaient imposées à ce titre. L'élu évoque un soulagement après trois ans de procédures. L'ancien collaborateur dispose de deux mois pour se pourvoir en cassation.

SOURCE

La République des Pyrénées, 14/11/2025, p. 4

L'INSPECTION DU TRAVAIL EN RÉGION

--CHARENTE--

05.16.16.62.00 - 9h00 à 12h00 - 13h30 à 16h30. [Mail](#).

--CHARENTE-MARITIME--

05.17.83.47.31 - 8h30-12h15 et 13h30-17h00 (ve. 16h00). Mails [UC1](#) ou [UC2](#)

--CORRÈZE--

05.87.01.91.10. [Mail](#).

--CREUSE--

0 806 000 126 - Lu, Ma et Je de 9h à 11h30 / Me de 8h à 12h30. [Formulaire de contact](#).

--DEUX-SÈVRES--

05.49.17.27.00 - du lu au ve : 9h00 à 11h30 - 13h30 à 16h00. [Mail](#).

--DORDOGNE--

05 53 03 65 00. [Mail](#)

--GIRONDE--

05.47.47.47.47. du lu au ve : 9h00 à 11h 30 - 13h30 à 16h00. 4 UC. Voir [ici](#).

--HAUTE-VIENNE--

05.19.76.12.00 - du lu au ve : 9h00 à 11h 30 - 14h00 à 16h00. [Mail](#).

--LANDES--

05 58 46 65 43 - [Mail](#)

--LOT-ET-GARONNE--

05 53 98 66 66 - du lu au ve 9h00 à 11h30 / 14h00 à 16h30 (16h00 le ve). [Mail](#).

--PYRÉNÉES-ATLANTIQUES--

05 59 14 80 30 (Pau) - 05 59 14 80 40 (Bayonne). [Mail](#).

--VIENNE--

05 17 84 50 00 de 9h00 à 11h30 et 13h30 à 16h00. [Mail](#).



**Prenez
vite
votre
encart**



PUB@AQUISOCIAL.FR

**DU LUNDI AU VENDREDI,
AU JOUR LE JOUR
SUIVEZ LE FIL
WWW.AQUISOCIAL.FR**

Vous voulez toucher les lecteurs d'Aquisocial ?



CETTE PAGE
EST A VOUS



Contact & devis
PUB@AQUISOCIAL.FR

ACCORDS D'ENTREPRISE

LANDES

L'ADAPEI PREND DÉSORMAIS EN CHARGE 65 % DE LA COMPLÉMENTAIRE SANTÉ...

Un avenant signé le 21 octobre entre la direction de l'Adapei des Landes et les syndicats CFDT, CGT et CFE-CGC revoit le financement de la complémentaire santé obligatoire. À compter du 1^{er} janvier 2026, l'association prendra en charge 65 % de la cotisation de base, laissant 35 % pour les salariés. Le montant total mensuel devrait atteindre environ 64,76 €, contre 32,70 € jusqu'à présent. L'accord est conclu pour deux ans.

SOURCE

Légifrance

 [Le texte de l'accord](#)

... ET ACCORDE QUATRE JOURS DE CONGÉS SUPPLÉMENTAIRES AUX SALARIÉS DE SES ESAT

Un autre accord d'entreprise, signé également le 21 octobre entre la direction de l'Adapei des Landes et les syndicats CFDT, CGT et CFE-CGC accorde quatre jours de congés supplémentaires rémunérés par an aux salariés des ESAT ne bénéficiant pas de congés trimestriels. Ces jours seront versés chaque 31 décembre, sous forme de salaire soumis à cotisations et impôts, sans possibilité de récupération. En cas de départ en cours d'année, le calcul sera proratisé. L'accord, conclu pour deux ans renouvelables, entrera en vigueur le 1^{er} décembre 2025.

SOURCE

Légifrance

 [Le texte de l'accord](#)



**ÉDITEURS,
LIBRAIRES**

**FAITES CONNAÎTRE
LES GUIDES UTILES**

Contact & devis

PUB@AQUISOCIAL.FR

LES GUIDES PRATIQUES POUR TOUS

Prud'hommes

VIENNE

SORÉGIES MET EN PLACE UN ACCORD SUR LA QUALITÉ DE VIE AU TRAVAIL

Sorégies, le fournisseur de gaz et d'électricité de la Vienne, a signé avec les syndicats FO, CFDT et CGT un accord de 4 ans pour améliorer la qualité de vie au travail, l'égalité et l'inclusion. Le texte est entré en vigueur fin octobre. Il prévoit notamment la semaine de 4 jours pour les non-cadres, une facilité pour le télétravail, la rénovation des locaux pour un meilleur confort, l'octroi d'un forfait mobilité durable (aide au covoiturage, vélos électriques à disposition, prise en charge partielle des transports publics), ou encore la lutte contre les discriminations et le harcèlement, avec plateforme de signalement et référent handicap. Un accompagnement des salariés en situation de handicap est enfin prévu avec aménagements de poste, CESU de 1500 € par an, suivi personnalisé.

SOURCE

Légifrance

 [Le texte de l'accord](#)

GIRONDE

LES RÈGLES SOCIALES HARMONISÉES CHEZ BALGUERIE APRÈS LE TRANSFERT DE BOLLORÉ

Un accord collectif signé le 28 octobre entre la direction de Balguerie Outre-Mer, société de transport de marchandises basée à Bordeaux, et les syndicats CFDT, CFE-CGC, CFTC et CGT met fin à la période transitoire ouverte après le transfert d'activité de Bolloré Logistics.

Il harmonise les règles sociales et maintient les niveaux d'indemnisation en cas d'arrêt de travail. Les cadres et agents de maîtrise (groupes 6 à 8) conservent 100 % du salaire jusqu'à 60 jours d'arrêt maladie, puis 75 % jusqu'à 240 jours selon l'ancienneté. Les employés et ouvriers perçoivent 100 % jusqu'à 45 jours, puis 75 % jusqu'à 190 jours, avec des paliers progressifs à partir de cinq ans d'ancienneté. En cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle, la couverture peut atteindre 270 jours. Le salaire intégral est aussi garanti pendant les congés maternité, paternité ou adoption.

SOURCE

Légifrance

 [Le texte de l'accord](#)



EMPLOI & FORMATION

GIRONDE

LA POLICE MUNICIPALE DE BORDEAUX VISE DE NOUVEAUX RECRUTEMENTS

Présentées mercredi, les nouvelles brigades de proximité marquent l'aboutissement de la réorganisation de la police municipale de Bordeaux engagée il y a deux ans. Déployées pour l'instant sur les secteurs Est et centre-ville, elles privilégient la présence à pied ou à vélo afin de renforcer le lien avec les habitants. Trois autres brigades verront le jour en 2026. Cette réforme s'accompagne de l'armement d'une partie des agents, mesure qui a contribué à relancer les recrutements. La Ville vise 210 policiers municipaux en service d'ici la fin du mandat, contre 130 il y a cinq ans.

SOURCE Sud Ouest Bordeaux Agglo, 13/11/2025, p. 16i

GIRONDE

A BLAYE, UN CLUB POUR LES DEMANDEURS D'EMPLOI DE PLUS DE 50 ANS

Fin octobre, l'agence France Travail de Blaye, en Gironde, a accueilli le premier rendez-vous du club Nos Seniors ont du talent, initiative de l'association Aides conseils pour l'insertion professionnelle (ACIP). Chaque semaine, une dizaine de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans bénéficient d'ateliers et de conseils personnalisés pour retrouver un travail. Le programme, ouvert à tous les seniors inscrits en Haute-Gironde, vise à faciliter la conversion professionnelle et lever les freins liés à l'âge, avec un objectif de 50 % de participants recrutés.

SOURCE Sud Ouest Libournais / Blayais, 11/11/2025, p. 16

LANDES

BURGER KING SE DÉVELOPPE DANS LES LANDES : UNE CENTAINE D'EMPLOIS EN VUE

L'enseigne de restauration rapide Burger King annonce une centaine d'emplois à venir dans les Landes. La marque a ouvert un établissement à Aire-sur-l'Adour et en prévoit un second à Castets. Appuyé sur un réseau de franchisés, Burger King, jusqu'alors sous implanté dans les Landes, indique générer une cinquantaine d'emplois à chaque lancement de restaurant.

SOURCE Sud Ouest Landes, 14/11/2025, p. 10

Chaque semaine, dans la presse quotidienne, un article social sur quatre concerne l'emploi et la formation dans la région Nouvelle-Aquitaine

AQUISOCIAL

vous permet de **ne rien manquer**

LE SOLDE DE LA TAXE D'APPRENTISSAGE

Pour 2026, les organismes promouvant la formation technologique et professionnelle initiale peuvent demander leur inscription sur la liste des bénéficiaires du solde de la taxe d'apprentissage via la plateforme SOLTÉA, ouverte du 3 novembre 2025 au 16 janvier 2026.

La clôture de la campagne d'habilitation aura lieu le 20 mars 2026. Les listes des établissements habilités seront publiées avant la fin du deuxième trimestre 2026. La préfecture de région précise que "l'inscription sur la liste nationale est accordée pour trois ans, sous réserve de la fourniture chaque année d'un bilan circonstancié de l'utilisation du solde de la taxe d'apprentissage. À l'issue de ces trois années, l'établissement doit déposer un nouveau dossier."

ORGANISMES DE FORMATION

PRÉSENTEZ VOS OFFRES

PUB@AQUISOCIAL.FR



EMPLOI & FORMATION

CHARENTE

UNE START-UP D'ANGOULÊME SÉLECTIONNÉE POUR SON OUTIL DE FORMATION EN 3D

La start-up Goupil Technology, basée à Angoulême, a été retenue par le Campus des métiers et qualifications numériques de Poitiers pour développer un logiciel immersif de formation à la maintenance industrielle, un contrat de 800 000 euros. Fondée il y a deux ans, l'entreprise compte aujourd'hui cinq salariés et prévoit un chiffre d'affaires de 350 000 à 400 000 euros l'année prochaine. Le projet, baptisé University, vise à créer des formations 3D interactives, un second outil, Argos 360, rend les photos panoramiques augmentées et pédagogiques, pour la découverte des métiers.

SOURCE

Charente Libre, 11/11/2025, p. 5

CREUSE

LES GENDARMES FORMENT LES POMPIERS À LA SELF-DÉFENSE

Les pompiers du centre de secours d'Évaux-les-Bains, dans le nord de la Creuse, ont suivi une séance d'initiation à la self-défense organisée par la gendarmerie. Cette première visait à leur apprendre des gestes simples pour se protéger en cas d'agression pendant une intervention. La formation était encadrée par un gendarme confirmé en boxe et jujitsu, et par une professeure de judo.

SOURCE

La Montagne, édition de la Creuse, 13/11/2025, p. 15

HAUTE-VIENNE

L'ÉCOLE D'ASSISTANAT DENTAIRE PRÉPARE SA RENTRÉE À LIMOGES

L'École supérieure d'assistanat dentaire (Esad) a ouvert fin septembre une antenne à Limoges. Cette formation en alternance, d'une durée de dix-huit mois, s'adresse aux personnes en reconversion ou titulaires d'un diplôme de niveau 3. Financée par les employeurs, elle comprend quatre jours par semaine en cabinet dentaire afin de rendre les étudiants immédiatement opérationnels. La prochaine rentrée aura lieu le 19 février.

SOURCE

Le Populaire du Centre, 13/11/2025, p. 8

GIRONDE

UN JEUNE DU LYCÉE DE PESSAC MEILLEUR APPRENTI DE FRANCE EN MAINTENANCE ÉNERGÉTIQUE

Samuel Deviers, élève de terminale bac pro « maintenance et efficacité énergétique » au lycée professionnel Philadelphie-de-Gerde de Pessac, en Gironde, a décroché la médaille d'or nationale du concours des meilleurs apprentis de France, une première pour sa spécialité. Déjà lauréat aux échelons départemental et régional, il s'est distingué lors d'épreuves techniques exigeantes, mettant à l'honneur la formation professionnelle et les métiers de la maintenance énergétique. Les formations Bac pro « Maintenance et efficacité énergétique » sont proposées dans plusieurs CFA et lycées professionnels de la région, notamment en Gironde, Dordogne et dans la Vienne. Si la filière n'est pas isolée dans les statistiques régionales, elle relève du vaste ensemble « maintenance et énergies », où environ 57 % des diplômés trouvent un emploi dans les six mois suivant leur formation.

SOURCE

Sud Ouest Bordeaux Agglo, 11/11/2025, p. 16d

POUR PARLER AUX CSE

VOUS PRENDREZ BIEN UN ENCART ?

PUB@AQUISOCIAL.FR



EMPLOI & FORMATION

Le Chiffre

89 517

Offres d'emploi ce matin
en région sur le site
francetravail.fr

-13,48%
VS SEMAINE DERNIÈRE

EN RÉGION

UNE CENTAINE D'EMPLOIS DES MISSIONS LOCALES MENACÉS PAR LA LOI DE FINANCES

Les 43 Missions locales de la région Nouvelle-Aquitaine, qui accompagnent chaque année près de 90 000 jeunes de 15 à 24 ans, sont menacées par une baisse de 13 % de leur financement prévue dans le projet de loi de finances 2026. Selon l'Association régionale des Missions Locales (ARML), cette coupe priverait 907 jeunes d'accès à un suivi et mettrait en péril 102 emplois. Ses porte-paroles dénoncent un désengagement de l'État jugé intenable et réclament le maintien des crédits ainsi qu'un fonds d'urgence pour les structures en difficulté.

SOURCE

Sud Ouest toutes éditions, 11/11/2025, p. 5

CHARENTE-MARITIME

LA RÉGION MET À FLOTS SON CAMPUS DE LA MER À LA ROCHELLE

Un « campus de la mer » a été lancé le 3 novembre à La Rochelle, en amont des Assises de la mer des 4 et 5 novembre. Porté par la Région Nouvelle-Aquitaine, il vise à fédérer les formations liées aux métiers maritimes, une filière représentant 65 000 emplois directs et 12 milliards d'euros de chiffre d'affaires. Basé à La Rochelle, le campus regroupera plusieurs sites, dont les lycées de la mer de Gujan-Mestras (Gironde) et de Ciboure (Pyrénées-Atlantiques). Objectif : anticiper les besoins en compétences, attirer les jeunes vers les métiers de la mer et accompagner la transition écologique du secteur.

SOURCE

Sud Ouest toutes éditions, 12/11/2025, p. 7

EN RÉGION

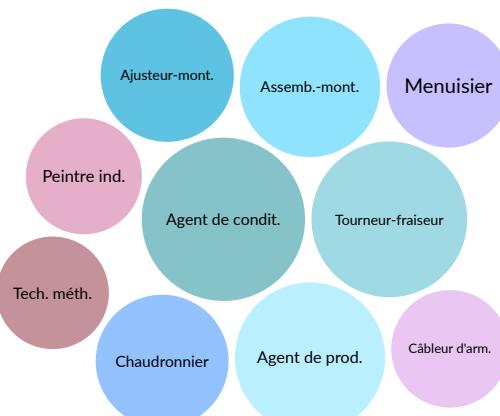
L'INDUSTRIE RALENТИT MAIS CONTINUE DE RECRUTER DANS LA RÉGION

Au deuxième trimestre 2025, l'industrie représente un peu plus de 280 000 salariés en Nouvelle-Aquitaine, soit 12,3 % de l'emploi régional, un niveau proche de la moyenne nationale. Porté par l'agroalimentaire et l'aéronautique, le secteur a gagné 15 800 emplois depuis 2017, mais l'année 2025 signe un ralentissement avec un repli de 0,4 % au printemps. Le secteur s'appuie fortement sur l'intérim, qui représente 20 000 postes. Les recrutements restent dynamiques : 80 500 embauches en un an, dont 44 % en CDI et 41 % de jeunes de moins de 26 ans. Les métiers les plus recherchés concernent surtout la production et l'usinage (agent de conditionnement, tourneur-fraiseur, assembleur). À France Travail, 28 000 demandeurs visent un poste industriel. Ils sont souvent peu qualifiés mais très mobiles. Le taux de retour à l'emploi dans l'industrie est supérieur à la moyenne régionale : 46 % contre 41,7 % pour l'ensemble des chômeurs. Les deux charentes concentrent le plus fort taux d'industries régional.

SOURCE

France Travail, Éclairages et synthèses, 14/11/2025, en ligne (PDF).

Les 10 métiers les plus recherchés



Source : www.observatoire-emploi-nouvelle-aquitaine.fr

Chaque semaine ici

TOUTE L'INFO SOCIALE À TÊTE REPOSÉE





PLANS & CESSIONS

VIENNE

LE SIMER ABANDONNE SON ACTIVITÉ DE TRAVAUX PUBLICS, 21 SALARIÉS CONCERNÉS

Après 73 ans dans ce domaine, le Syndicat Interdépartemental Mixte pour l'Equipment Rural (Simer) de Montmorillon (Vienne), cesse son activité de travaux publics pour se consacrer entièrement à la gestion des déchets. Cette décision, liée au recul des commandes publiques et aux incertitudes budgétaires, concerne 21 salariés, dont une partie sera reclassée à l'Éco-pôle de Sillars. Le siège de Montmorillon sera fermé et vendu, de même que les engins. Le syndicat gère un budget de 20 M€ pour les déchets contre 2,6 M€ pour les travaux publics. Il veut renforcer prévention, valorisation et réduction des volumes d'enfouissement.

SOURCE

La Nouvelle République, édition de la Vienne, 10/11/2025, p. 16

DORDOGNE

A BERGERAC, LES PROFESSIONNELS DE L'HABITAT SE SENTENT EN FORME

Le Salon de l'habitat, organisé le week-end passé à Bergerac, a connu une forte affluence. Les 76 exposants rapportent avoir enregistré de nombreux contacts qualifiés et se disent confiants pour l'an prochain. Les professionnels saluent un public porteur de projets et une demande soutenue, notamment du côté des particuliers.

SOURCE

Sud Ouest Dordogne, 10/11/2025, p. 19

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

LES PRODUCTEURS DE MAÏS FONT LES FRAIS D'UNE ANNÉE JUGÉE CATASTROPHIQUE

L'année 2025 s'annonce catastrophique pour les producteurs de maïs des Pyrénées-Atlantiques, avec des rendements en forte baisse, notamment sur les parcelles non irriguées.

Selon le président de l'association générale des producteurs de maïs (AGPM), certaines exploitations des Pyrénées-Atlantiques affichent des marges négatives, les écarts atteignant jusqu'à 8 tonnes par hectare entre zones irriguées et non irriguées.

L'été, marqué par deux mois de sécheresse, relance le débat sur le stockage de l'eau.

Déjà fragilisés par la hausse des coûts et la baisse des prix, les agriculteurs réclament des aides nationales.

SOURCE

La République des Pyrénées, 10/11/2025, p. 2-3

GIRONDE

LA CENTRALE NUCLÉAIRE DU BLAYAIS EN REPRENDS POUR DIX ANS APRÈS SON INSPECTION

La centrale nucléaire du Blayais est autorisée à fonctionner dix ans de plus après la validation de sa quatrième visite décennale. EDF poursuit le grand carénage, qui mobilise jusqu'à 3 500 personnes sur site. L'Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection juge positivement les améliorations. De nouveaux travaux, dont des mesures liées au dérèglement climatique, s'étaleront jusqu'en 2029.

SOURCE

Sud Ouest Bordeaux Agglo, 14/11/2025, p. 11

TOUS LES FORMATS SONT POSSIBLES, JUSQU'AU A4

PASSEZ VOTRE ANNONCE

PUB@AQUISOCIAL.FR



PLANS & CESSIONS

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

LE FABRICANT D'ÉOLIENNES ALTERNATIVES E-TARANIS EN LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le fabricant basque d'éoliennes E-Taranis, fondé en 2020 à Saint-Jean-de-Luz, a été placé en liquidation judiciaire. Spécialisée dans les petits aérogénérateurs destinés aux particuliers, la start-up aux trois associés n'a pas pu surmonter ses difficultés financières après plusieurs retards de développement liés à la conception de son propre générateur. Malgré une levée de fonds de 300 000 euros en 2023 et un apport supplémentaire de 170 000 euros, la société n'a pas tenu jusqu'à la phase de commercialisation.

SOURCE

Sud Ouest toutes éditions, Supplément éco & entreprises, 13/11/2025, p. 2-4

CHARENTE

EN PLEINE TOURMENTE, LE FESTIVAL DE LA BD D'ANGOULÈME EST MENACÉ

Le Festival international de la BD d'Angoulême est menacé pour l'édition prévue fin janvier 2026. Hier, l'association organisatrice a annulé les résultats de son appel à projets, après le tollé provoqué par la reconduction de 9e Art + à partir de 2028. Boycottons d'éditeurs, colère des auteurs et pressions du maire ont plongé l'événement dans une crise sans précédent. Les partenaires demandent la démission de la présidente Delphine Groux. Un nouvel appel à projets doit être lancé, mais l'incertitude demeure sur la tenue de l'édition 2026. Les professionnels de l'hôtellerie et de la restauration s'inquiètent des retombées économiques.

SOURCE

Charente Libre, 14/11/2025, p. 3



**CHAQUE MATIN
WWW.AQUISOCIAL.FR
LIT POUR VOUS 30 ÉDITIONS
DE LA PRESSE
QUOTIDIENNE RÉGIONALE**

Notre résumé à 09:00

CHARENTE-MARITIME

LEROY-MERLIN NE PEUT PAS OUVRIR À SAINTES : 92 SALARIÉS DANS L'EXPECTATIVE

Le magasin de bricolage Leroy-Merlin n'est pas autorisé à ouvrir comme il le prévoyait aux portes de Saintes. La commission nationale d'aménagement commercial a rendu un avis négatif hier jeudi, laissant dans l'expectative les 92 personnes recrutées pour faire tourner la structure qui était sortie de terre et prête à démarrer. Reste la possibilité d'un éventuel recours.

SOURCE

Sud Ouest Charente-Maritime, 14/11/2025, p. 13

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

PRÈS DE PAU, LE CENTRE SOCIAL VA DEVOIR LICENCIER ET S'INTERROGE SUR SON AVENIR

Le centre social de Mazères-Lezons, qui emploie une dizaine de personnes près de Pau, traverse d'importantes difficultés financières. Deux animateurs seront licenciés pour motif économique au mois de janvier et deux CDD ne seront pas renouvelés. Contrainte de fermer son centre de loisirs après une hausse des salaires mais des aides en berne, la structure s'interroge sur son avenir.

SOURCE

La République des Pyrénées, 13/11/2025, p. 9

DORDOGNE

BERCY SUIT DE TRÈS PRÈS LA DÉMARCHE SYNDICALE POUR LA REPRISE DES PAPETERIES

Hier, les représentants syndicaux des papeteries de Condat du Lardin-Saint-Lazare (Dordogne), en redressement judiciaire depuis fin octobre, ont présenté à Bercy un dossier complet pour une reprise de l'entreprise via une SCIC. Selon le délégué CGT, le rendez-vous s'est révélé positif. Le ministère a demandé un retour après l'audience du mercredi 26 novembre au tribunal de commerce de Bordeaux. La SCIC se dit prête à se retirer si un repreneur industriel papetier se manifeste, l'objectif restant de sauver un maximum d'emplois.

SOURCE

Dordogne Libre, 14/11/2025, p. 8



INVESTISSEMENTS

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

LIDL MET EN STANDBY SON PROJET DE PLATEFORME LOGISTIQUE AUX 300 EMPLOIS

Le projet de plateforme logistique XXL de Lidl, annoncé en 2020 sur la friche industrielle de Pardies (Pyrénées-Atlantiques) est suspendu. Le groupe a changé de stratégie depuis l'arrivée d'un nouveau PDG et souhaite désormais rationaliser ses infrastructures existantes. Lidl prévoit toutefois de proroger d'un an son permis de construire, valable jusqu'au 4 février 2026. Un investissement de 70 millions d'euros et la création de 300 emplois étaient initialement envisagés.

SOURCE

La République des Pyrénées, 13/11/2025, p.6

SUIVEZ NOUS SUR LES RÉSEAUX



EN BOURSE CETTE SEMAINE

Les investisseurs...

...achètent

Eaux de Royan <i>Distribution d'eau</i>	Royan (17)	42,00€	10,53%
Klarsen <i>Datamarketing</i>	Bordeaux (33)	0,88€	4,76%
I2s <i>Imagerie médicale</i>	Pessac (33)	6,90€	3,76%
Docks pétrol. d'Ambès <i>Stockage pétrolier</i>	Cestas (33)	940,00€	2,17%
Rougier <i>Exploitation et travail du bois</i>	Niort (79)	15,60€	1,96%
Ashler & Manson <i>Courtier en assurance</i>	Bordeaux (33)	3,26€	1,87%
Legrand <i>Équipement électrique</i>	Limoges (87)	130,80€	1,20%
Rémy-Cointreau <i>Vins et spiritueux</i>	Cognac (16)	42,98€	1,03%
Fountaine Pajot <i>Construction navale</i>	La Rochelle (17)	102,00€	0,99%
Lectra <i>Technologie, logiciels</i>	Cestas (33)	23,15€	0,65%
Hunyvers <i>Véhicules de loisirs</i>	Limoges (87)	7,00€	0,57%
Arverne <i>Géothermie</i>	Pau (64)	5,00€	0,40%

HAUTE-VIENNE

LES INVESTISSEURS PRIVÉS TOURNENT LE DOS À CERINNOV

La situation paraît bien mal engagée pour Cerinnov, à Limoges, en redressement judiciaire après une perte nette de près de 4 M€ et à la recherche d'un repreneur ou d'investisseurs. La cotation en bourse du fabricant de machines de production pour céramique était suspendue depuis le 17 juin à 49 centimes d'euros par titre. Elle a repris mercredi et s'est effondrée de près de 70 %, n'atteignant plus hier soir que 16 centimes. Alors que la société espérait trouver de nouveaux fonds avant le 12 novembre, elle fait face à une sévère défiance du marché.

La capitalisation, qui avoisinait les 1,5 M€, a fondu à 800 000 €, selon l'opérateur Euronext.

SOURCE

Aquisocial

+ 1,73 %

...vendent

Cerinnov <i>Machines de prod. céramique</i>	Limoges (87)	0,16€	-67,35%
Europlasma <i>Trait. des déchets dangereux</i>	Morcenx (40)	0,36€	-29,41%
Groupe Gascogne <i>Papier, emballage, bois</i>	Mimizan (40)	2,38€	-7,75%
Valbiotis <i>Santé</i>	Périgny (17)	0,56€	-6,67%
Cheops technology <i>Services informatiques</i>	Canéjan (33)	59,00€	-4,84%
Fermentalgy <i>Biotechnologie</i>	Libourne (33)	0,46€	-4,17%
UV Germi <i>Matériels industriels UV</i>	Saint-Viance (19)	2,88€	-0,69%
Oeneo <i>Vitivinicole</i>	Cognac (16)	9,24€	-0,22%

Nous suivons la performance boursière des principales entreprises de la région cotées à Paris dont nous avons connaissance. Les cours sont arrêtés au jeudi soir, l'évolution reflète la tendance sur la semaine glissante, d'un numéro d'Aquisocial à l'autre. Nous suivons 26 entreprises dans neuf des onze départements de la région : leurs capitalisations varient de moins d'un million à 37 milliards d'euros (Legrand). Ne sont listées ici que celles qui ont donné lieu à transactions.

SOURCE

Infographie AquiSocial / Google Finance / Euronext



INVESTISSEMENTS

CHARENTE-MARITIME

LA CDC DE HAUTE-SAINTONGE MISE 50 K€ SUR UN COULOIR DE DRONES DE LIVRAISON

À partir de juillet 2026, un couloir aérien de 50 km reliera Jonzac, en Charente-Maritime, à Magnac-Lavalette-Villars, en Charente, pour tester le transport de colis par drones civils. L'espace, large de 300 m et haut de 120 m, permettra dans un premier temps l'acheminement de produits urgents comme des médicaments, voire d'organes pour transplantation. La communauté de communes de Haute Saintonge finance les études pour 50 000 €. L'expérimentation sera suivie par la direction générale de l'aviation civile avant une possible généralisation en France.

SOURCE

Ici La Rochelle,
11/11/2025, en ligne.

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

IL MANQUE 800 000 € POUR BOUCLER LE BUDGET DU FUTUR FJT D'OLORON

La communauté de communes du Haut-Béarn a confirmé jeudi 13 novembre son soutien financier au futur Foyer de jeunes travailleurs d'Oloron (Pyrénées-Atlantiques), porté par l'association Estivade.

Le permis de construire doit être déposé fin novembre pour une structure de 22 logements offrant 27 places, avec un début de chantier prévu en 2027 et une livraison l'année suivante.

Il manque encore 800 000 € au budget, évalué à un peu moins de 3 M€. La CDC du Haut-Béarn contribue à hauteur de presque 170 000 €.

SOURCE

La République des Pyrénées,
14/11/2025, p. 20

**BANQUES, ICI VOUS TROUVEREZ
TOUJOURS A QUI PARLER**

**PRÉSENTEZ VOS SOLUTIONS
D'ÉPARGNE SALARIALE**

PUB@AQUISOCIAL.FR



FAITS-DIVERS

GIRONDE**QUATRE SALARIÉS AU CHÔMAGE TECHNIQUE APRÈS L'INCENDIE DE LEUR ENTREPÔT**

Quatre salariés ont été mis au chômage technique après un incendie qui a ravagé ce week-end un entrepôt industriel de 3 000 m² chez CMO Motoculture, à Sadirac, en Gironde. Malgré l'action des pompiers, 2 500 m² ont été détruits. Aucune victime n'est à déplorer. Une enquête de la gendarmerie doit déterminer les origines du sinistre.

SOURCE

Sud Ouest Bordeaux Agglo,
10/11/2025, p. 14

CORRÈZE**LA CFDT ALERTE SUR DE POSSIBLES CAS D'EUTHANASIE À L'HÔPITAL DE BRIVE**

Le parquet de Brive a ouvert une enquête après l'alerte de la CFDT de l'hôpital de Brive-la-Gaillarde lundi. Le syndicat a reçu depuis la rentrée des témoignages évoquant trois ou quatre décès suspects en service de réanimation, où des médecins auraient contourné les limitations de traitements actifs (LATA). Deux médecins sont formellement mis en cause. La CFDT demande leur suspension conservatoire, tandis que la direction de l'hôpital et la Direction Générale de l'Offre de Soins (DGOS) sont informées de l'affaire.

SOURCE

Ici Limousin, 10/11/2025, en ligne.



COLLEZ VOTRE PUB ICI

PUB@AQUISOCIAL.FR

DORDOGNE**LE GÉRANT DE L'ENTREPRISE DE CAMPING-CARS POURRAIT DEVOIR 2 M€ À SES CLIENTS**

Plusieurs dizaines de propriétaires de camping-cars affirment ne pas avoir touché l'argent de la vente de leur véhicule confié à l'entreprise Horizon Dordogne de Boulazac. Selon leur avocate, le préjudice total pourrait atteindre deux millions d'euros. Le gérant reconnaît des difficultés de trésorerie mais promet de rembourser. Une enquête pénale a été ouverte par le parquet et confiée à la police judiciaire.

SOURCE

Sud Ouest Dordogne,
10/11/2025, p. 11

CHARENTE-MARITIME**LES CHAMPIGNONS RENAUD RISQUENT UNE GROSSE AMENDE POUR PRATIQUES TROMPEUSES**

Le dirigeant de la société familiale Renaud & Fils, producteur de champignons à Avy, en Charente-Maritime, était jugé jeudi passé 6 novembre devant le tribunal de La Rochelle pour pratiques commerciales trompeuses et usage inapproprié de produits phytopharmaceutiques. L'entreprise, 530 salariés et 45 millions d'euros de chiffre d'affaires, est soupçonnée d'avoir vendu des champignons présentés comme « sans traitement » alors que des résidus de produits avaient été détectés. Le parquet a requis 20 000 € d'amende, dont la moitié avec sursis, contre le dirigeant, et 150 000 € contre la société. Jugement le 18 décembre.

SOURCE

Sud Ouest Charente-Maritime,
11/11/2025, p. 11

L'AGENDA SOCIAL**a besoin de vos contributions**

Aquisocial propose de recenser les principaux événements de la région en lien avec l'actualité sociale.

La rubrique "Agenda" du site www.aquisocial.fr intègre un moteur de recherche qui permet de les parcourir facilement. Elle ne peut exister sans vous, n'hésitez pas à l'abonder avec vos informations. Ecrivez nous !



agenda@aquisocial.fr



FAITS-DIVERS

GIRONDE

DEUX OUVRIERS CHUTENT DU TROISIÈME ÉTAGE : L'UN D'EUX N'A PAS SURVÉCU

Un ouvrier de 68 ans, domicilié à Artigues-près-Bordeaux (Gironde), est décédé mercredi sur un chantier immobilier du bas de Lormont, près du parc de l'Ermitage. Un second ouvrier, âgé de 19 ans et originaire de Côte d'Ivoire, a été grièvement blessé. Les deux hommes, employés d'une société de menuiserie de l'Entre-deux-Mers, ont chuté du troisième étage lors de la pose d'une baie vitrée, après la rupture du garde-corps. L'enquête, confiée à la police judiciaire et à l'Inspection du travail, devra déterminer les causes précises de l'accident.

SOURCE

Sud Ouest Bordeaux Agglo,
13/11/2025, p. 14



Tous les métiers sont sur

AQUISOCIAL
l'hebdo qui élargit votre horizon

CHARENTE-MARITIME

A LA ROCHELLE, LEROY-MERLIN CONDAMNÉ APRÈS LA MORT ACCIDENTELLE D'UNE CLIENTE

Le tribunal de La Rochelle a condamné mercredi l'enseigne Leroy Merlin pour homicide involontaire après la mort d'une cliente écrasée par 300 kg de claustras en avril 2023, dans son magasin de Puilboreau, près de La Rochelle. L'entreprise écope de 15 000 € d'amende et devra verser plus de 150 000 € aux proches, ainsi que 30 000 € au mari, relaxé et reconnu simple partie civile. Le magasin devra afficher la décision.

SOURCE

Sud Ouest toutes éditions,
14/11/2025, p. 5

VIENNE

IL FRAPPE UN AGENT DE MAINTENANCE EN PRISON : UN AN DE DÉTENTION DE PLUS

Un détenu de 21 ans a été condamné mercredi 12 novembre à un an et deux mois de prison supplémentaires pour avoir agressé un agent de maintenance au centre pénitentiaire de Poitiers-Vivonne. Les faits s'étaient produits jeudi 6 novembre : alors qu'il sortait de sa cellule pour la promenade, le prisonnier a pénétré dans celle voisine et frappé le technicien au visage. La victime souffre d'un hématome et d'une possible fêlure au nez. L'agression d'un civil, rare en détention, a suscité l'émotion du personnel.

SOURCE

La Nouvelle République, édition de la Vienne, 13/11/2025, p. 5



Aquisocial, la Semaine Sociale en Nouvelle-Aquitaine du 14/11/2025

est une revue de presse numérique éditée par Benoît Caurette, 120 rue Saint-Roch, 16000 Angoulême ; www.aquisocial.fr

Hebdomadaire, paraît le vendredi

Relève du dépôt légal de l'internet
(Code du patrimoine, art. L132-2).

La revue est archivée par la bibliothèque nationale de France dans le cadre de ses collectes numériques.

Responsable de la publication :
Benoît Caurette
[\(b.caurette@aquisocial.fr\)](mailto:(b.caurette@aquisocial.fr))

Aquisocial propose des synthèses de l'actualité sociale en Nouvelle-Aquitaine à partir d'articles diffusés par les médias régionaux. Les contenus sont organisés et résumés par un journaliste professionnel aux fins de fournir un panorama structuré. Chaque texte mentionne sa source originale.

Retrouvez AQUISOCIAL sur tous vos écrans

